

JAB
CH-8031 Zurich
P.P. / Journal

changements d'adresse:
GSsA, CP 1515, 8031 Zurich
gssa@gssa.ch

GSsA

Organe d'échanges et de débats du Groupe pour une Suisse sans Armée

GSsA Journal N° 113 Novembre 2017

une Suisse sans armée

**QUI VA PAYER DES MILLIARDS
POUR DES AVIONS DE COMBAT?
NOUS BIEN SÛR!**



Editorial

Chère lectrice, cher lecteur,

Un sujet d'actualité préoccupant actuellement la politique suisse est au cœur de ce numéro : l'achat de nouveaux avions de chasse. Nous avons réuni les dates les plus importantes à ce sujet, que vous trouverez sous forme de chronologie au milieu de ce numéro. Deux articles situeront les rêves d'acquisition d'avions de combat des militaristes dans l'histoire et analyseront les projets d'achat actuels.

Dans la rubrique GSsActif, nous vous présenterons le nouveau groupe de travail qui se consacrera à la question de l'armement et vous parlerons d'une table ronde sur le film sur l'achat des Gripen. En outre, nous dévoilerons l'état actuel de l'initiative et présenterons les réponses du concours du dernier numéro. Dans la rubrique Suisse, à la page 3, nous nous intéresserons au durcissement de la taxe d'exemption de l'obligation de servir ainsi qu'à l'augmentation réjouissante du nombre d'armes rendues après le service militaire. Nous aborderons, également dans cette rubrique, la question de la rénovation du système informatique du DDPS ainsi que ses faiblesses par rapport aux attaques de hackers.

En page 6, nous avons créé, à titre expérimental, une nouvelle sous-rubrique consacrée aux débats, dans laquelle deux points de vue seront donnés sur un même sujet. Celle-ci nous donnera la possibilité de discuter certains sujets de manière controversée et de présenter différentes opinions au sein du GSsA. Dans ce numéro, le sujet débattu sera l'affectation de civilistes au Corps des gardes-frontière. A la même page, vous trouverez une réponse détaillée au dénigrement constant des civilistes par certains cercles de militaires. Dans la rubrique International, à la page 7, nous nous intéresserons aux investissements dans l'entreprise de production d'armes à sous-munitions «Textron», ainsi qu'aux manigances des entreprises de mercenariat privées. A la dernière page, nous prendrons quelques lignes pour remercier très chaleureusement Daniela Fischer pour son travail infatigable pour le Journal du GSsA. Nous profiterons également de faire un petit peu de publicité pour le nouveau briquet «Gregor».

Nous vous souhaitons bien du plaisir à la lecture de ce numéro.

Adi Feller et toute l'équipe de rédaction

AVIONS DE CHASSE

Table ronde sur le flop des Gripen

Nous repensons avec plaisir à ces quelques mois en 2014, lorsque le GSsA a lutté avec beaucoup d'allié e s contre l'achat des avions de chasse Gripen. Cette lutte a porté ses fruits, puisque le 18 mai, les Gripen se sont ramassés aux urnes. Martin Parpan

Le film «La Bataille du Gripen» jette un oeil sur les coulisses de la campagne politique et montre comment les opinions des Suisses et Suissesses se sont formées. En amont de la sortie du film, des avant-premières accompagnées de diverses tables rondes ont été organisées dans de nombreuses villes suisses. Dans le cadre de ces tables rondes, les adversaires de jadis ont présenté une rétrospective de la campagne.

Lors de ces rencontres, il ne s'agissait pas de discuter à nouveau de l'utilité de l'achat des Gripen, mais plutôt d'éclairer le processus de formation des opinions. Ce qui surprend est que les défenseur e s de l'époque ne semblent toujours pas s'être remis es de leur défaite et analysent la situation de façon très «maladroite».

Ils/elles font des éloges à la démocratie directe en soi, d'ailleurs magistralement présentée dans le film, mais se demandent néanmoins s'il est sensé de soumettre l'acquisition de matériel d'armement au peuple. Leur conclusion est que le peuple est tout simplement dépassé par ce sujet. Il apparaît clairement que les militaires ne sont pas convaincus que le «non» de la population n'était pas une décision impulsive d'un groupe d'indécis, mais bel et bien un «non» à la politique de sécurité militaire à plusieurs milliards. Les raisons de l'échec seraient, selon eux, plutôt, des circonstances malheureuses, des conditions difficiles ou justement, une erreur dans le fonctionnement de la démocratie directe. L'effort du DDPS de faire passer l'acquisition de nouveaux avions de chasse derrière le dos du peuple fait apparaître celles et ceux qui aiment à s'appeler les «défenseur-e-s de la démocratie directe» de façon peu avantageuse. Celles et ceux qui sont prêt-e-s à sacrifier la démocratie directe sur l'autel du lobby de l'armement font simplement montre de traits totalitaires.

Affiche du film « La bataille du gripen »



QUIZ GREGOR

Réponses au concours



(mk) Dans la dernière édition du Journal du GSsA, Gregor fêtait son dixième anniversaire. Dans une interview détaillée, nous avons raconté à nos lectrices et lecteurs son histoire, ses rêves et ses espoirs, et sa vie épanouissante d'arme à feu. Afin que ces derniers et ces dernières puissent participer aux festivités, nous avons tiré au sort trois gagnant-e-s qui connaissaient particulièrement bien la biographie de Gregor et leur avons offert un t-shirt chacun-e. Les bonnes réponses étaient :

Question 1 : Quel âge Gregor aura-t-il en 2167?	Réponse : 160 ans.
Question 2 : Quand Gregor fête-t-il son anniversaire?	Réponse : Le 1er août.
Question 3 : Comment s'appelle le grand amour de Gregor?	Réponse : Frida.
Question 4 : Quel est le chanteur préféré de Gregor?	Réponse : Bomb Dylan.

Nous vous remercions chaleureusement pour toutes les réponses que nous avons obtenues. Les heureux/ses gagnant-e-s ont été contacté-e-s personnellement. Bien entendu, il y a encore assez de t-shirts dans notre boutique pour celles et ceux dont le nom n'a pas été tiré au sort!

INITIATIVE CONTRE LE COMMERCE DE GUERRE

Proches du but

Cet automne de récoltes n'aurait pas pu mieux commencer : fin septembre, le dimanche des votations, nous avons récolté 3000 signatures en quelques heures seulement, grâce à l'aide de nombreux et nombreuses activistes. Pas à pas, nous nous rapprochons du but – on ne lâche pas l'affaire!

Judith Schmid

L'hiver est arrivé. Il fait nuit plus tôt et jour plus tard. Des figures emmitouflées apparaissent dans les rues, leur nez dégoulinant couvert de lourdes écharpes, leurs bonnets enfoncés sur leur visage. On prépare déjà les marchés de Noël, et les guirlandes lumineuses baignent les villes d'une douce lumière dorée. Les odeurs de marrons et de vin chaud enrobant

le tout. Chaudement habillé-e-s, nous ferons face au froid et serons présent-e-s avec nos sous-mains. Toi aussi?

Outre les récoltes dans la rue, le mois de décembre nous invite également à faire circuler les listes de signatures lors des fêtes de fin d'année – peut-être tes proches n'auront-ils pas encore donné leur signature en faveur de l'initiative? Tu peux également ajouter une carte de signature à tes cartes de Noël. Les listes ainsi que les cartes sont disponibles chez nous.

Il nous manque environ 30'000 signatures afin de pouvoir déposer l'initiative au printemps prochain. En la déposant plus tôt, nous donnons un signal fort : ce thème doit être mis en avant aussi rapidement que possible. S'il te reste des listes incomplètes, n'hésite pas à nous les envoyer. Nous nous réjouissons d'avance de voir notre boîte aux lettres pleine!

GROUPE DE TRAVAIL ARMEMENT

Sur les traces de l'industrie de l'armement

Un nouveau groupe de travail du GSsA aura pour but de documenter les manigances de l'industrie de l'armement. Saisis tas chance et participe. Adi Feller

Cela fait quelques années que le GSsA se consacre à la recherche sur les produits et exportations de plusieurs entreprises d'armement suisses, dont RUAG, Rheinmetall Air Defence, GDELS Mowag et Pilatus. Or, bien que ces quatre entreprises soient les plus connues, nous n'avons pas encore assez d'informations à leur sujet. Sans parler des petites et très petites entreprises, ainsi que des sous-traitants qui, malgré leur rôle important dans la chaîne de production des armes, passent souvent sous le radar des journalistes. Néanmoins, elles sont très intéressantes pour nous et pour comprendre le fonctionnement de l'industrie de l'armement.

Développer ses compétences et les mettre en commun

Nous aimerions élargir nos capacités de recherche et te donner la possibilité de t'engager

activement contre l'industrie de l'armement ou de poursuivre ton intérêt pour la recherche et l'investigation. Un but secondaire de ce projet est de provoquer un échange sur les différentes méthodologies afin de développer nos compétences à ce sujet. Aucune expérience n'est nécessaire, mais toute expérience dans ce domaine est bien entendu un plus. Toute personne intéressée est la bienvenue. Le but des séances sera de partager nos découvertes et de réunir des informations détaillées au sujet des entreprises et de leurs produits. A la fin, nous aimerions pouvoir produire un dossier contenant les informations les plus importantes pour chaque entreprise, que nous pourrions par la suite diffuser.

Si tu es intéressé-e, contacte sans plus tarder Adi Feller (adi@gsoa.ch), afin d'obtenir de plus amples informations et une invitation pour la prochaine réunion. Le but serait de se retrouver environ une fois par mois et de consacrer chaque séance à une entreprise différente.

L'Armée Suisse veut devenir l'armée la plus rapide du monde. Elle veut atteindre ce but ambitieux par une mobilisation plus rapide de ses troupes : en cas d'urgence, l'ordre de marche pourrait être donné par SMS ou par message vocal. A quoi ressemblerait cette technologie dans la pratique?

Bonjour. Ceci est un ordre de marche. Rendez-vous le plus vite possible à la caserne la plus proche.

Haha :) n'importe quoi

Si vous n'obéissez pas à cet ordre, une poursuite pénale par la justice militaire pourrait s'en suivre.

T'as pris quoi, gros??

Ceci est mon ultime convocation, rendez-vous à la caserne la plus proche. Ceci est un ordre.

Putain, mec, keskis passe?? On va faire la guerre???

Votre commandant vous donnera de plus amples informations sur la nature de votre déploiement. Je ne suis pas autorisé à vous renseigner.

Aah mais t'es un des trolls de Poutine

Vous sous-estimez la gravité de la situation! Ceci est un ordre de marche!

Sans déconner??

Putain, c'est où pour faire le service civil?

LE SYSTEME N'EST PAS EN MESURE DE TRAITER CETTE REQUETE
FATAL SYNTAX ERROR

(Dix mois plus tard)

Bonjour. Ce compte a été piraté. Veuillez ignorer tous les messages qui vous ont été envoyés depuis ce numéro. Nous nous excusons pour la gêne occasionnée par une éventuelle entrée en service.
Votre Armée Suisse
This content was brought to you by: RUAG. Together ahead.

CYBERSÉCURITÉ

L'Armée suisse attaquée par des hackers

Comme nous l'avons appris il y a peu, le DDPS a été victime d'une cyberattaque. Lors de celle-ci, le même cheval de Troie que celui utilisé lors des attaques de la RUAG en 2014 a été utilisé. *Sebastian Büchler*

L'Armée suisse et la technologie, un drame sans fin. On se serait presque habitué-e au fait que l'armée ne retrouve plus ses chars ou investisse de façon insensée. Qu'elle n'apprenne rien de ses erreurs est plus qu'alarmant. La première cyberattaque connue en Suisse a été menée en 2014 à l'aide du cheval de Troie Turla. Ce dernier existe sous différentes formes, et ce depuis un certain temps. Il est réputé s'attaquer surtout à des autorités gouvernementales, à des centres de recherche, des ambassades ou des installations militaires. Comme tous les chevaux de Troie, il ouvre une petite porte permettant aux attaquant-e-s d'accéder aux fichiers de l'ordinateur infecté. Selon des révélations faites l'année dernière, ce même cheval de Troie aurait été utilisé pour des attaques d'espionnage de l'entreprise d'armement RUAG, attaques qui avaient permis aux hackers de voler plus de 20Go de données. La quantité de données subtilisées lors de l'attaque du DDPS, qui a été rendue publique en juillet dernier, n'est pas connue.

Des projets incertains

Ces incidents montrent que l'Armée suisse n'a toujours pas été capable de sécuriser ses propres systèmes. Or, la même institution se montre infatigable lorsqu'il s'agit de demander de l'argent pour de nouveaux projets. Un bon exemple en est le projet «Fitania», qui a pour but de moderniser la technologie informatique et de communication. Ce dernier coûterait 3.3 milliards de francs et est surveillé de près par le Contrôle fédéral des finances et la Délégation des finances du Parlement. Il ne reste plus qu'à espérer que ceux-ci ne se laisseront pas influencer par les fanatiques de l'armée et que le DDPS se fera taper sur les doigts pour la mentalité laxiste qui règne au sein du département. Comme l'amortissement de 125 millions pour la débâcle du système de conduite et d'information des Forces terrestres le montre, le DDPS a déjà gaspillé assez d'argent inutilement dans le domaine de l'informatique.

IMPÔT SPÉCIAL

Taxe supplémentaire d'exemption de l'obligation de servir

Qui n'a pas réalisé assez de jours de service doit payer. Et ce, malgré que beaucoup ne soient même pas mobilisés pour finir leur service. Les nouveaux changements soumis à consultation en un clin d'oeil. *Sebastian Büchler*

Dorénavant, le service militaire ou civil devra être accompli entre la 19ème et la 37ème année de vie, et ceux qui n'y parviennent pas devront, dès à présent, s'acquitter d'une taxe terminale unique. Selon le Conseil fédéral, à majorité bourgeoise, cela contribuerait à plus d'égalité face aux obligations militaires. Ce qu'il ne mentionne pas, ce sont les 6 millions de francs supplémentaires que cet impôt générerait. Un grand nombre de personnes astreintes au service militaire ne peut pas accomplir tous les jours de service nécessaires car elles ne sont simplement pas convoquées. Cet impôt est également une double punition pour ceux qui préfèrent utiliser leur temps à des fins plus utiles que d'attendre en tenue de

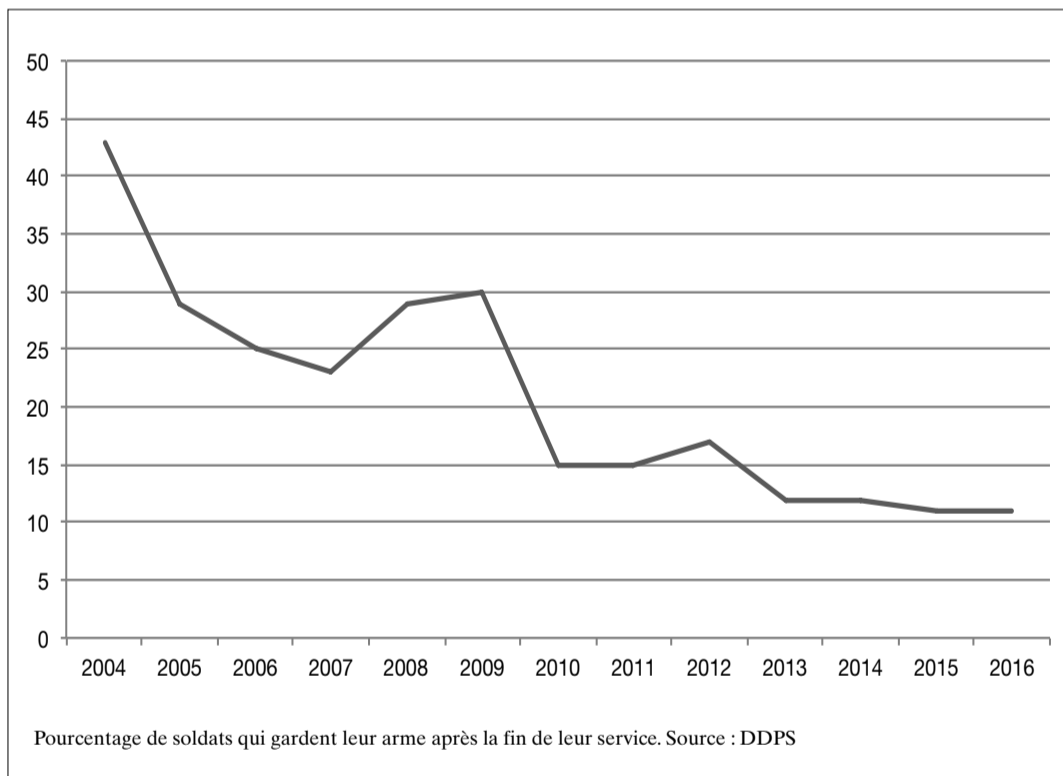
ARMES MILITAIRES

La Mort dans l'armoire

Toujours moins d'armes d'ordonnance se retrouvent dans les ménages après le service militaire, ce qui est une bonne nouvelle. Or, le fait que ce nombre ne recule que maintenant montre à quel point l'armée est éloignée de la réalité. *Magdalena Küng*

Les traditions sont un sujet délicat. Techniquement, ce terme désigne les coutumes et les mœurs, et surtout leur évolution, mais elles sont volontiers mises sur un piédestal, vues comme créatrices d'identité pour toute une société, et proclamées saintes. Le drame éclate lorsque des traditions disparaissent. Il n'est guère étonnant que les thèmes en lien avec l'armée soient souvent élevés au rang de tradition. Dernier sujet en date : les armes d'ordonnance. Le nombre de soldat-e-s qui gardent leur arme après avoir terminé leur service militaire a fortement diminué ces dernières années : en 2004, 40% des soldat-e-s décidaient d'emporter leur arme contre 11% – soit 2500 personnes – en 2016. Tollé du côté des sympathisant-e-s de l'armée : une tradition disparaît, une perte pour la Suisse. Quelle tragédie!

L'erreur fondamentale de ces lamentations : le fait de garder son arme après le service militaire n'est pas une tradition qui s'est développée sui generis mais bel et bien un ordre de l'Armée suisse – un ordre dangereux et inutile. La disponibilité d'armes à feu fait de la Suisse la triste détentrice du record de suicides par balle. Les armes à feu sont également le moyen le plus utilisé pour les homicides. Ce qui fait réfléchir est qu'il aura fallu attendre un durcissement, c'est-à-dire une participation aux coûts d'un montant de 100 francs ainsi que des exercices de tir réguliers pour que les soldats renoncent à garder leur arme. Une tradition dangereuse qui ne commence à disparaître que lorsque l'on essaie de la réguler. A contrario, cela signifie qu'avant les modifications législatives, des instruments mortels atterrisaient dans les armoires, principalement parce que la remise volontaire aurait été la solution qui nécessitait le plus d'efforts. Une attitude aussi laxiste face aux armes à feu est plus que préoccupante. Nommer cela une tradition est hypocrite.



possible obligation de s'acquitter de la taxe d'exemption serait considérée de leur faute. Ceux qui choisissent de faire le service civil doivent de toute façon contacter les entreprises au sein desquelles elles souhaitent servir, et présenter un plan de service détaillé si elles n'ont pas servi pendant une période minimale jusqu'à un certain âge. Il n'y a donc pratiquement aucun civiliste qui n'a pas la durée de service requise lorsque son service civil se termine. C'est une autre histoire pour les soldats qui ne sont pas convoqués faute de besoin de personnel. Dans ces cas, l'armée a simplement trop de soldats pour pouvoir tous les mobiliser. Or, à la place de réagir à cette situation, l'armée fuit ses responsabilités et délègue celles-ci aux soldats. Le Conseil fédéral a néanmoins renoncé à confisquer les papiers d'identité tels que le passeport ou la carte d'identité à ceux qui ne se seraient pas acquittés de la taxe d'exemption à temps. Cette mesure a été supprimée car elle violerait le droit international public. Comment une idée aussi saugrenue a pu être intégrée à la proposition du Conseil fédéral reste un mystère.

Fuir ses responsabilités

L'inégalité entre le service militaire et le service civil sera, de plus, cimentée. La loi exige des personnes astreintes au service militaire qu'elles contactent elles-mêmes les organes de convocation responsables et qu'elles demandent à pouvoir s'acquitter de leur service. Si elles ne font pas suite à ces exigences, une

AVIONS DE CHASSE

Mirage veut dire tromperie, illusion, délire

La Suisse se remet en quête de nouveaux avions de chasse. Une rétrospective.

Josef Lang

Depuis le 18 mai 2014, rien n'est plus pareil pour les militaires suisses et leurs sympathisant-e-s. Le «non» relativement clair à l'achat de 22 Gripen pour 3.126 milliards de francs a montré deux choses très clairement : premièrement, des objets si coûteux doivent être soumis à l'avis du peuple ; deuxièmement, ils sont devenus des objets délicats.

Le fait que le Conseil fédéral et le Parlement aient présenté, pour la première fois dans l'histoire, une décision susceptible d'être soumise à référendum avait deux raisons : la première était que les coûts, beaucoup trop élevés, dépassaient le cadre prévu du frein à l'endettement imposé par les bourgeois-e-s eux-mêmes. La deuxième était que le GSsA, grâce à l'initiative de juin 2009 sur le moratoire concernant l'achat d'avions, avait permis au peuple de jouer un rôle dont il ne souhaite désormais plus se séparer.

12 à 48 milliards

Trois ans à peine après que le peuple ait refusé l'achat de nouveaux avions de chasse, deux documents officiels sont parus : «Défense aérienne du futur – Rapport du groupe d'experts «Nouvel avion de chasse» et «Recommandations du groupe de suivi au sujet de l'évaluation et de l'acquisition de nouveaux avions de chasse» avec des représentant-e-s de tous les partis du Conseil fédéral. Le nombre d'avions proposés va de 20 à 70, le prix d'achat (sans la défense sol-air) de 4 et 16 milliards – au plus tard jusqu'à 2030. Si l'on considère la durée de vie de ces avions, environ 35 ans, le montant serait alors de 12 à 48 milliards. Dans le «Document de réflexion sur les forces aériennes» d'octobre 2017, le PS stipule que l'on pourrait attendre jusqu'en 2035. Etant donné qu'il a également évoqué le nombre de 30, on peut être à peu près sûr e qu'un éventuel compromis avec les partis bourgeois ne se situera pas en-dessous. Dans ce cas de figure, les coûts engendrés par la durée de vie des avions s'élèveraient à 18 milliards de francs, ce qui est impossible sans

augmentation du budget de l'armée.

Le GSsA est d'avis que 8 à 12 avions de chasse suffisent pour la police aérienne et qu'il est insensé de gaspiller des milliards pour des scénarios plus qu'improbables. Les Verts et la Jeunesse Socialiste est du même avis. En 2016, le Conseil fédéral a lui-même noté, dans son rapport relatif à la politique de sécurité, que «la probabilité qu'un conflit d'envergure éclate en Europe et que la Suisse soit touchée était très faible». Le plus grand défi sécuritaire de la Suisse en tant que pays alpin est le réchauffement climatique.

Fantaisies de guerre à la sauce Mirage

Les trois rapports cités ci-dessus considèrent également le déploiement des forces aériennes suisses à l'extérieur des frontières et en dehors du service de police aérienne. Ces fantaisies de guerre font écho à une déclaration faite il y a exactement 60 ans et qui a conduit à l'affaire Mirage. Le 29 novembre 1957, Etienne Primault, le chef des avions et dirigeant du groupe de travail pour l'acquisition d'avions militaires disait : «Si on avait des avions du type Mirage, qui est capable de transporter des bombes atomiques et de voler jusqu'à Moscou, un déploiement en territoire ennemi serait envisageable.» Quatre ans plus tard, le Parlement décidait, avec seulement six oppositions du PS et du POP, d'acquiescer 100 avions de chasse au prix fou de 871 millions de francs. En 1964, le scandale du Mirage éclatait, surtout à cause des coûts beaucoup plus élevés que prévu. Pour la première fois en Suisse, une commission d'enquête parlementaire voyait le jour. Finalement, il a été décidé d'acheter 57 Mirages sans possibilité de transporter des bombes atomiques, pour 1.2 milliards de francs. Selon la doctrine de l'époque, le résultat aurait été le même si on avait renoncé entièrement à l'achat. Dans son livre «Chasseurs helvétiques. Dramas et scandales dans le ciel militaire», Roman Schürmann écrit : «Mirage veut dire tromperie, illusion, délire.» Ne nous laissons pas bernier par des stratégies militaires qui vivent dans un monde de folie ou qui se sont laissés tenter par la Fata Morgana d'une intégration à l'OTAN.

CHRONOLOGIE GRIPEN

17.12.2007 :

Depuis 2003, des militaires publient des articles au sujet de l'achat de nouveaux avions de chasse, par exemple dans la Air Power Review. Au début, les arguments de la «compatibilité avec l'OTAN» et des «opérations de paix robustes» jouaient un rôle important. Il s'agissait là principalement de la capacité qu'auraient les nouveaux avions de pouvoir larguer des bombes, contrairement aux F/A-18. Le premier débat sur le sujet a lieu le 17.12 au Conseil national, dans le cadre du devis 2008. La chambre basse approuve avec 101 voix contre 68 un crédit de 8 millions de francs pour le poste projet, essai et préparations (PEP). Lors de ce débat, Jo Lang annonce une initiative populaire contre l'achat de nouveaux avions de chasse.

Le même jour, le GSsA publie un communiqué de presse dans lequel il annonce son propre PEP de 88.80 francs pour projeter et préparer l'initiative populaire.

17.1.2008 :

Le DDPS annonce : «Quatre constructeurs d'avions ont été invités à présenter leurs offres».

28.3.2008 :

Les propositions de Lang en faveur de la «transparence lors de l'acquisition des avions» sont refusées dans la sous-commission avec 4 voix contre 3.

30.3.2008 :

Au restaurant Kreuz à Soleure, l'assemblée générale du GSsA décide de lancer une initiative populaire dont la phrase clé est : «La Confédération n'achètera pas de nouveaux avions de chasse jusqu'au 31 décembre 2019».

10.6.2008 :

Double coup de départ pour la sous-commission «Acquisition remplaçant les Tiger-F 5» composée de sept personnes et de la campagne de récolte de signatures. La première phrase de Patrick Feuz dans son commentaire *Lutte pour l'autorité politique de l'espace aérien* est : «On n'a pas besoin d'être un opposant de l'armée pour accueillir la nouvelle initiative du GSsA» (Bund, le 11 juin 2008).

8.6.2009 :

L'initiative populaire «Contre l'achat de nouveaux avions de chasse» est déposée en l'espace d'un an avec 107'828 signatures valables. La cadence des interventions parlementaires et des communiqués du DDPS augmentent significativement.

26.6.2009 :

Le plan général de 2009 prévoit 2.2 milliards de francs pour l'achat de nouveaux avions de chasse.

26.9.2009 :

Le Conseil fédéral rejette l'initiative du GSsA.

24.6.2010 :

Le Conseil fédéral annonce l'adoption du rapport sur la politique de sécurité. Le «remplacement partiel des Tiger» n'est pas mentionné et ne figure que de façon très implicite dans le rapport.

25.8.2010 :

Le DDPS annonce que «le Conseil fédéral reporte l'acquisition du remplacement des Tiger». Les médias mettent ce succès sur le compte du GSsA, au grand mécontentement des partis bourgeois. Dans son article *Pas de nouveaux avions de chasse avant dix ans*, Patrick Feuz écrit que «bien que le Conseil fédéral promette de prendre une décision au sujet des avions jusqu'en 2015 au plus tard, cela ne veut pas dire qu'il aura pour autant décidé quel type d'avion acheter. Il décidera plutôt de la procédure d'acquisition.»

15.9.2010 :

Ueli Maurer confirme, face à une fronde bourgeoise, qu'un report n'équivaut pas à un renoncement. Il parle entre autre d'une «nouvelle procédure» qui deviendrait nécessaire.



AVIONS DE CHASSE

Le souk aux avions de chasse

Un peu plus de trois ans ont passé depuis le «non» au Gripen et les Bourgeois-es veulent à nouveau dépenser des milliards pour de nouveaux avions de chasse – malgré le manque d’analyse sérieuse des besoins et de la menace concrète. *Lewin Lempert*

Fin mai 2017, les groupes d’experts mandatés par le Conseiller fédéral UDC Guy Parmelin présentaient les différents scénarios d’acquisition de nouveaux avions de chasse – et ils ne comptent plus les milliards. Au final, quatre scénarios, avec un coût total de 15 à 54 milliards de francs, ont été présentés par le DDPS (le tableau ci-contre donne un aperçu). Depuis la présentation du rapport, l’UDC et des groupements pro-armée tel que le Groupe Giardino ou la Société suisse des officiers, défendent avec véhémence la variante la plus chère, qui coûterait au total plus de 54 milliards de francs. Des dépenses pareilles équivalent à peu près au budget annuel de la Confédération suisse. Un mélange des scénarios 2 et 3, avec un budget de 9 milliards de francs (soit des coûts pouvant s’élever à 27 milliards de francs) a été proposé par Guy Parmelin début septembre au Conseil fédéral in corpore. Il a dû faire face à l’opposition des Conseillers et Conseillères fédérales de gauche et même de Johann Schneider-Ammann, qui craignait des coupes budgétaires dans le domaine de l’éducation. Le quatrième et dernier scénario prévoit un remplacement partiel des forces aériennes. 20 nouveaux avions de chasse viendraient remplacer la flotte tiger, et la flotte des F/A-18 serait remplacée au début des années 2030. Le peuple s’est vivement opposé à ce scénario en votant «non» à l’achat des Gripen. Pour le dernier scénario, les coûts d’acquisition à eux seuls seraient plus élevés que ceux des Gripen et s’élèveraient à 5 milliards environ.

Possibilité de référendum?

Le groupe de suivi chargé de l’évaluation et de l’acquisition des nouveaux avions de chasse a eu le culot de faire passer ces dépenses, s’élevant à plusieurs milliards, derrière le dos du peuple, en conseillant de ne pas élaborer d’objet pouvant être sujet à un référendum. La présentation du groupe de suivi et le rapport du groupe d’experts ont donné le coup d’envoi d’un véritable souk aux avions de chasse. Jusqu’à maintenant, il semblerait que les représentants des partis bourgeois soient plus intéressés à débloquer le plus d’argent possible à la place de parler des scénarios de menace réa-

listes ou des besoins réels de l’espace aérien suisse. La démarche de Guy Parmelin s’inscrit dans la même logique. Avant qu’une évaluation des avions n’ait lieu, il voulait sécuriser un plafond de 9 milliards auprès des autres membres du Conseil fédéral. Ces 9 milliards seraient l’équivalent d’un chèque en blanc avec lequel il aurait pu faire une virée shopping dont le résultat n’aurait pas été prévisible : un projet d’acquisition qui mise sur des avions furtifs de type F35 beaucoup trop chers ou une nouvelle tentative de faire passer les Gripen. Le concept est le suivant : sécuriser l’argent avant de voir ce dont on a réellement besoin. Le Conseil fédéral a réussi à stopper la première tentative de Parmelin, mais d’autres suivront certainement. Une chose est claire : si une organisation faisait son budget sans connaître ses dépenses, elle ferait banqueroute en moins de temps qu’il ne faut pour le dire.

Que veut le GSsA?

Il n’est pas surprenant qu’aucun des scénarios proposés par le DDPS ne corresponde à l’idée de la police aérienne que le GSsA avait déjà proposée lors de la campagne contre le Gripen. Afin d’assurer la sécurité de l’espace aérien, par exemple le contrôle d’avions non identifiés, un maximum de 8 à 12 avions sont nécessaires et ceux-ci ne doivent pas forcément être à la pointe de la technologie. Des alternatives moins chères, tels que des avions d’occasion, doivent à tout prix être considérées. Il reste à mentionner qu’il existe des pays comme l’Irlande qui ne possèdent pas d’avions de chasse et ne sont pas non plus membres de l’OTAN.

Addendum

(af) Le 8 novembre 2017, le Conseil fédéral a décidé d’acheter des avions de combat et des armes sol-air pour huit milliards de francs suisses. Le nombre et le type d’avions de chasse doivent être clarifiés plus tard. La possibilité de soumettre ce crédit pour le plus grand approvisionnement en armement dans l’histoire suisse au référendum n’est pas encore certain. Le DDPS a été chargé de proposer différentes variantes – même celles sans possibilité de référendum. Il est temps de faire pression pour montrer que nous n’acceptons pas une telle démarche. Un vote est obligatoire après le non au Gripen. Accessoirement, huit milliards de francs supplémentaires seront consacrés à l’amélioration et au renouvellement des systèmes d’armes principaux des troupes au sol.

1.10.2010 :

Dans le rapport 2010 de l’armée, le Conseil fédéral renforce sa position de reporter la décision. Le titre : «Renoncement au renouvellement partiel de la flotte Tiger».

13.11.2010 :

L’assemblée générale du GSsA décide de retirer l’initiative populaire et annonce en même temps vouloir lancer un référendum ou, si ce n’est pas possible, du moins une initiative express, si le Parlement devait désavouer le Conseil fédéral.

1.6.2011 :

Le Conseil des États décide d’introduire l’armée de 100’000 soldats et d’approuver le financement spécial des avions de chasse.

14.9.2011 :

Ueli Maurer déclare au Conseil national que l’armée de 80’000 soldats sans les avions de chasse ne coûterait, «en fait, que 5 milliards».

15.9.2011 :

Le Conseil national se prononce en faveur de l’armée à 100’000 soldats et de l’achat d’avions de chasse pour 5 milliards dans le cadre du budget ordinaire de l’armée, c’est-à-dire sans possibilité de référendum. Cette position s’impose en Assemblée fédérale.

30.11.2011 :

Le Conseil fédéral décide l’acquisition de 22 avions de type Gripen.

15.4.2012:

En association avec la Swedish Peace and Arbitration Society (SPAS), le GSsA crée une alliance contre l’acquisition d’avions de chasse.

26.4.2012 :

Le Conseil fédéral propose une loi sur les fonds et un budget de 4,7 milliards. Le GSsA annonce le lancement d’un référendum.

13.6.2012 :

L’alliance contre l’achat d’avions de chasse, à laquelle se sont joint d’autres organisations pacifiques suisses et suédoises, se présente au public.

14.11.2012 :

Le Conseil fédéral publie le message concernant les 22 avions de chasse et la loi sur les fonds.

Session de septembre 2013 :

Le Conseil national et le Conseil des États donnent l’aval à l’acquisition des Gripen, dans le cadre du programme d’armement 12 (à 114 voix contre 70/27 voix contre 17) et de la Loi sur les fonds (à 119 voix contre 71/25 voix contre 17). Le GSsA annonce un référendum.

8.10.2013 :

Le référendum est lancé.

21.11.2013 :

Edito du Journal du GSsA - le GSsA tient sa promesse et récolte activement les signatures et veille à ce qu’elles soient valables.

14.1.2014 :

Le comité référendaire gauche-libéral dépose 100’000 signatures.

Printemps 2014 :

Le GSsA reste dans les coulisses de la campagne, mais s’exprime néanmoins activement à ce sujet lors de la campagne.

Scénario	Contenu	Coûts selon DDPS	Coûts effectifs (= y compris la durée de vie)
1	55-70 avions de chasse et renouvellement complet de la défense sol-air	15-18 milliards	45-54 milliards
2	40 avions de chasse et renouvellement partiel de la défense sol-air	9 milliards	27 milliards
3	30 avions de chasse et renouvellement complet de la défense sol-air	8-8.5 milliards	24-25.5 milliards
4	20 avions de chasse pour remplacer les Tiger, renouvellement partiel de la	5 milliards	15 milliards

PRO

Des civilistes à la place des soldats!

Des civilistes seraient employés à la frontière pour accompagner et s'occuper de migrant-e-s. Ce qui est sensé, bien qu'un tel déploiement ne provoque pas de changement fondamental dans la politique migratoire inhumaine de la Suisse.

Andreas Weibel

Au cours de l'année passée, différent-e-s politicien-ne-s de partis bourgeois ont demandé qu'en vue du nombre élevé de migrant-e-s, l'Armée suisse soit postée aux frontières suisses. Le GSSa a réagi à ces demandes lors de sa dernière assemblée générale par une résolution demandant que ce ne soit pas l'armée mais le service civil et la protection civile qui s'occupent de l'accueil et de la prise en charge de celles et ceux qui ont besoin de protection. Dans les faits, certains postes de civilistes correspondant à ces demandes ont été créés. Ces postes ont été publiés par les garde-frontières, donc par la partie de l'administration

des douanes portant l'uniforme et faisant partie du département des finances. Bien que les garde-frontières soient armé-e-s, ils et elles forment une unité administrative civile. Les civilistes occupant ces nouveaux postes devraient suivre les ordres de l'établissement d'affectation, comme c'est le cas dans le service civil en général. Les cahiers des charges des nouveaux postes sont très différents : dans une des descriptions, il est question d'«accompagnement et de prise en charge des migrant-e-s», dans une autre d'«empêcher l'entrée, la sortie ou le séjour illégal».

De petits pas vers une démilitarisation

Une chose est claire : la politique migratoire suisse est inhumaine. Le service civil fait de toute façon partie de ce système, qu'il y ait des affectations aux frontières ou non, ou que le service civil soit effectué dans des centres d'accueil pour réfugié-e-s ou dans des centres de détention en vue du renvoi, comme c'est le cas jusqu'à présent. Si le service civil devait se retirer de ce domaine, cela ne servirait aucune personne cherchant protection en Suisse. Au contraire : il est préférable que des civilistes en pull à capuche bleu-brun accueillent et prennent soin des personnes venant de zones de guerre plutôt qu'une recrue inexpérimentée avec un fusil d'assaut.



CONTRA

Basta les civilistes!

Le service civil est une institution utile et le travail des civilistes donne un visage humain à un grand nombre d'activités – mais ce visage humain ne doit surtout pas être utilisé pour masquer une politique inhumaine en matière d'asile. Adi Feller

Le message était surprenant : le corps des garde-frontière propose plus de postes de service civil. Une mission au Tessin, l'autre en Valais, en tant que projet pilote pour d'autres engagements similaires. Parmi les tâches des civilistes, on retrouve, si l'on en croit le cahier des charges de l'un des déploiements, l'aide à la mise en oeuvre des mesures de contraintes dans le secteur de l'asile et le soutien dans l'application d'une politique d'asile dissuasive. L'engagement est bénévole – mais les civilistes seraient intégrés à la structure de commandement du corps des gardes frontière. Le ton d'origine en italien du cahier des charges tessinois est le suivant : «consapevolezza dell'essere integrato in un'istituzione strutturata militarmente e armata». Or l'un des buts primordiaux de l'existence du service civil est d'éviter que les gens doivent se soumettre à des structures de ce type.

Ne pas céder à la militarisation

Même s'il ne s'agit là que de projets pilotes, ils font office de porte d'entrée pour d'autres

développements dans la même direction et sont censés camoufler, du moins partiellement, la politique inhumaine de la Suisse en matière d'asile et la rendre plus sympathique. Les civilistes devraient servir dans leurs uniformes officiels – il serait tout de même inacceptable qu'une institution conçue pour dissuader s'habille tout à coup de manière non-uniforme et en civil. Les migrant-e-s seraient donc accueilli-e-s et pris es en charge par des personnes portant d'autres uniformes, un peu moins effrayants. Il ne reste qu'à espérer qu'aucun civiliste ne s'inscrira pour ces engagements et qu'ils seront supprimés faute d'intérêt.

SERVICE CIVIL

«Le service civil menace de détruire lentement mais sûrement notre armée de milice.»

Les personnes en faveur de l'armée, le Schweizer Soldat et le Parlement ont un ennemi commun : le service civil.

Il menacerait l'armée, lui enlèverait du personnel et ne produirait que du «social» et pas de la «sécurité». «La menace» a finalement été identifiée. Lewin Lempert

«Nous nous répétons peut-être, mais une chose doit être dite fermement et clairement : le poison du service civil s'imisce dans notre défense (...) Le service civil menace lentement mais sûrement de détruire notre armée de milice», écrivait Peter Forster, rédacteur en chef du Schweizer Soldat en décembre 2016. Forster ne semble toujours pas avoir accepté que l'examen de conscience pour passer au service civil ait été aboli il y a bientôt dix ans. Dans l'édition du Schweizer Soldat du mois de septembre 2017, il écrit : «Ceci (un prétendu problème chez les militaires professionnels) rappelle le cruel hiver 2008/2009 lorsque le politicien Studer abolissait en catimini l'examen de conscience pour le service civil». Bien sûr, Forster n'a pas

encore abandonné tout espoir, tel un vrai soldat : «Il n'est pas encore trop tard. La menace est identifiée.»

Ceux qui se défilent

Or ce ne sont pas que les adeptes cachés de la Guerre froide qui s'essaient au bashing du service civil. Un discours similaire est tenu par l'État-Major de l'armée. Philippe Rebold, chef de l'armée, a du moins l'impression que le service civil est trop attractif et qu'il enlèverait du personnel à l'armée. Du côté des Conseillers nationaux du PLR, les civilistes sont souvent appelés «ceux qui se défilent» (n.d.l.t. : «Abschleicher» en allemand). Il n'est pas étonnant que de telles diffamations restent en travers de la gorge de nombreux civilistes. Dans le courant du débat médiatique, un ancien grenadier qui s'est «défilé» en faveur du service civil a pris la parole. A la question pourquoi justement un grenadier, la fierté de l'Armée suisse, a décidé de faire le service civil, Nicola Leiseder répondait en juillet à la Aargauer Zeitung : «Ce qui me préoccupait était la men-

talité de droite au sein des grenadiers. Ceux qui ne participaient pas au chant de l'hymne national dans le Dur se faisaient agressivement réprimander.» Les civilistes qui se font transférer au service civil durant l'école de recrue sont encore et toujours considérés comme des pertes de ressources. A cela, Leiseder rétorque : «Le gaspillage au sein de l'Armée se passe au niveau des systèmes informatiques incompatibles et du gaspillage insensés de munition, mais certainement pas lorsque quelques centaines de personnes décident de faire le service civil au lieu de l'armée.» Finalement, Leiseder met une chose au clair : «En tant que civiliste, j'ai 1.5 fois plus de jours de service que si j'étais resté dans l'armée. Si quelqu'un me traite de «personne qui se défile», cela me touche personnellement.»

Motion pour le prolongement du service civil acceptée

Ce bashing du service civil s'est également imposé au sein du Parlement. Dans la session d'été de cette année, le Conseil national a ac-

cepté une motion visant à réduire de moitié le nombre de jours de service que ceux qui quittent l'armée pour faire le service civil peuvent faire valoir. Dans la justification de la motion, le Conseiller national PLR Walter Müller disait : «Ceux qui servent dans l'armée produisent de la sécurité, ceux qui font le service civil font du social», en ignorant savamment que la sécurité sociale a un effet très important sur la prévention de conflits.

La chambre basse exige de plus qu'à l'avenir, les civilistes soient clairement reconnaissables à l'image des soldats en disant «oui» à l'obligation du port de l'uniforme. En mars, le Conseil national avait déjà accepté une motion qui visait à déplacer l'organe d'exécution pour le service civil du département de l'économie au département de la défense. Il ne reste plus qu'à espérer que les commissions de la politique de sécurité ne se laissent pas bernier par les adeptes de la Guerre froide et qu'elles refuseront les mentions correspondantes. Si ce n'est pas le cas, toutes les démarches pouvant mener à un référendum devront alors être examinées.

ARMES À SOUS-MUNITIONS

Est-ce que Textron quittera le navire?

Des armes à sous-munitions sont produites aux États-Unis avec de l'argent suisse.

Textron, le principal producteur d'armes à sous-munitions, promet désormais d'arrêter la production jusqu'à la fin de l'année.

Eva Krattiger

Textron est un conglomérat américain et l'un des plus grands producteurs de matériel de guerre au monde. En 2015, Textron a réalisé environ 27% de ses bénéfices avec des armes. Textron ne produit pas seulement du matériel de guerre conventionnel, mais également des armes à sous-munitions.

Depuis 2008, 102 états ont signé et ratifié la Convention sur les armes à sous-munitions et 17 autres l'ont signée mais pas encore ratifiée. Les signataires de cette convention s'engagent à ne pas utiliser, produire, entreposer ou transférer des armes à sous-munitions, ou de participer de quelque sorte que ce soit à ces activités. La Cluster Munition Coalition et la plupart des états participants entendent par cela également que les banques et autres acteurs financiers se comportent de façon illégale s'ils investissent dans des entreprises qui fabriquent des armes à sous-munitions.

Le États-Unis n'ont pas signé cette Convention et c'est pour cette raison que Textron peut toujours produire et exporter des armes à sous-munitions. Ces dernières années, l'entreprise a, entre autres, fourni des armes à la Turquie, à l'Oman, aux Émirats Arabes Unis, à la Corée du Sud, à l'Inde, à l'Arabie Saoudite et à Taiwan, pays également non signataires de la Convention.

L'année passée, des armes à sous-munitions ont été utilisées dans les guerres en Syrie et au Yémen, et la Cluster Munition Coalition part du principe qu'elles ont également été utilisées en Irak et en Libye. 98% des victimes de ces armes sont des civil-e-s, mais comme dans toute statistique sur les victimes de guerre, il faut

partir du principe qu'un grand nombre de victimes n'y figure pas. Des personnes ont été tuées par des armes à sous-munitions au Laos également, alors que le Laos a été bombardé la dernière fois par les États-Unis dans les années 1960. Certaines unités de munitions n'avaient cependant pas entièrement explosé et restent aujourd'hui encore dans les sols.

Quel est le rôle de la Suisse?

La Suisse a ratifié la Convention sur les armes à sous-munitions en 2012 et adopté les interdictions dans les articles 8b et 8c de la loi fédérale sur le matériel de guerre. Les investissements par les acteurs financiers suisses dans

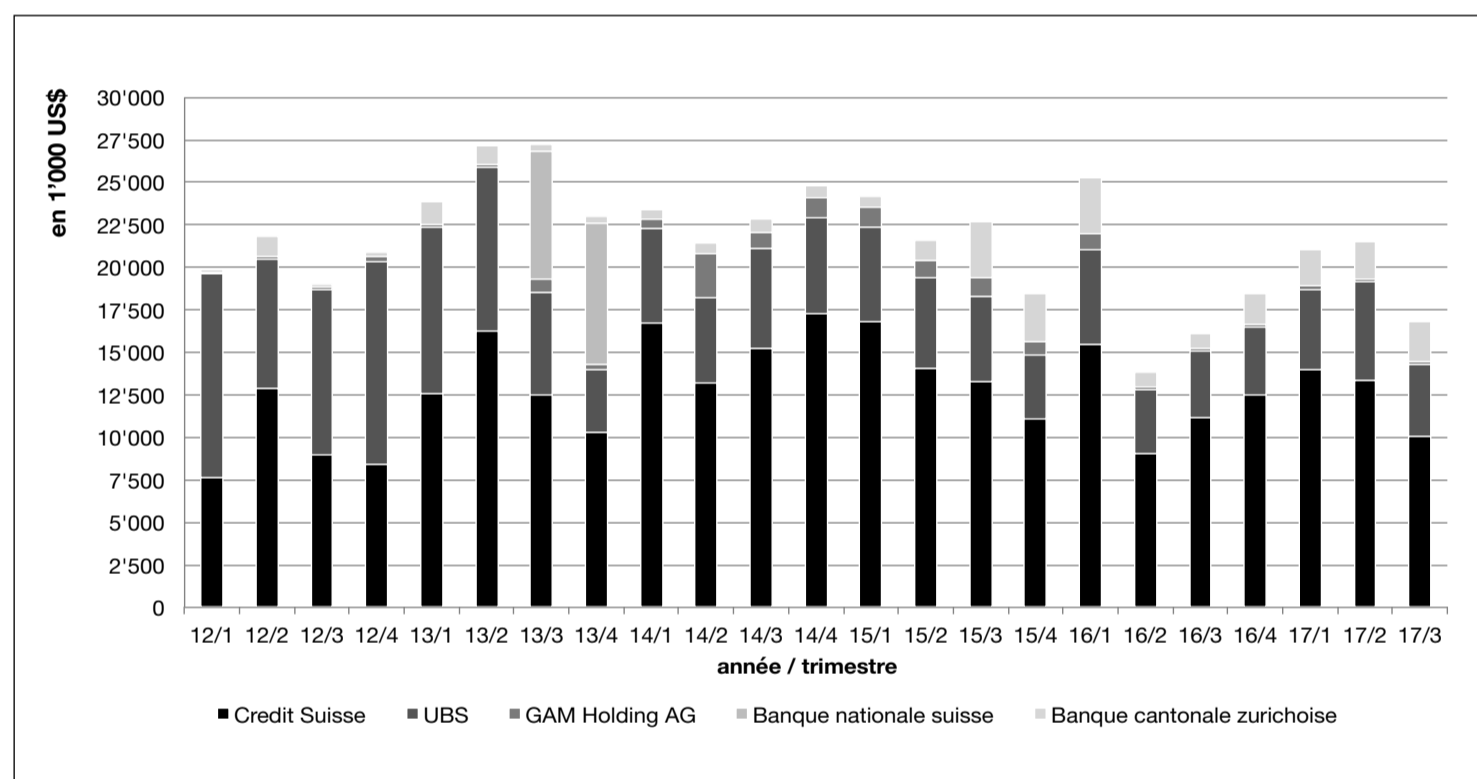
Textron n'ont pas reculé pour autant depuis la mise en oeuvre de ces interdictions. Car grâce à une lacune de la loi fédérale sur le matériel de guerre, des investissements indirects dans des entreprises qui produisent des armes à sous-munitions sont toujours autorisés. Crédit Suisse, UBS et la Zürcher Kantonalbank investissent toujours dans Textron.

Or, certains acteurs financiers ont déjà exclu leurs investissements de Textron, comme par exemple Publica, la caisse fédérale de pensions qui a déclaré vouloir suivre les conseils de l'association suisse pour des investissements responsables qui conseille de ne pas investir dans Textron.

Et pour la suite?

Textron a annoncé en août 2016 qu'ils arrêteraient la production des bombes à sous-munitions et qu'ils procéderaient aux dernières livraisons jusqu'en 2017. La justification de l'entreprise est que le contexte politique actuel rend l'obtention d'autorisations nécessaires pour la vente difficile. Il ne reste qu'à espérer que l'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis n'a pas changé le contexte politique en faveur de Textron et que la production sera réellement arrêtée. Car comme le montre l'exemple du Laos, les armes à sous-munitions font encore des victimes civiles des décennies après leur production et leur emploi.

Investissements des acteurs financiers suisses dans l'entreprise Textron



ARMÉES PRIVÉES

Mercenaires du 21ème siècle

Les entreprises spécialisées dans la sécurité et les forces armées privées sont en plein essor. Elles modifient la logique de la guerre et amènent de nouveaux problèmes et dangers. La Suisse participe également à ces affaires. Michael Christen

Les mots-clés néolibéraux «privatisation» et «dérégulation» s'appliquent également aux forces armées. Dans certains pays, le monopole de la violence est considéré comme inviolable, alors que dans d'autres, il est de plus en plus affaibli par la (ré)apparition des entreprises militaires et de sécurité privées. Celles-ci étaient jadis connues sous le nom de «mercenaires»; aujourd'hui, on parlerait plus volontiers de PMC – Private Military Company. Une PMC est une entreprise privée que l'on mandate pour prendre en charge des activités militaires dans des zones de crise ou de guerre. Les clients peuvent être des états, mais également des entreprises privées – comme des entreprises d'exploitation de matières premières qui

voudraient faire surveiller une mine dans une région instable.

Aux États-Unis, ce modèle d'affaires connaît un essor particulier. Les US déploient aujourd'hui plus d'employé-e-s de PMC que de troupes ordinaires. L'entreprise de PMC américaine la plus grande et probablement la plus connue a changé de nom et s'appelle désormais «Academi». Jadis, cette entreprise était connue sous le nom de «Blackwater». Le rôle de cette entreprise en Irak a été documenté, entre autre par Wikileaks qui a révélé que de graves abus et des meurtres avaient été perpétrés à l'encontre de civil-e-s par des employé-e-s de Blackwater. Ce nom réapparaît de plus à plusieurs reprises dans le cadre du conflit en Ukraine, ce qui a officiellement toujours été démenti.

Un business particulier

Cette pratique a des avantages perfides pour les états, mais également de très sérieux inconvénients. Un avantage pour les gouverne-

ments est que les employé-e-s de PMC sont juridiquement des civil-e-s et n'entrent de ce fait pas dans les statistiques des soldat-e-s blessé-e-s ou tué-e-s en action. Ces statistiques sont donc artificiellement embellies. De plus, l'État en question ne peut alors pas être déclaré comme faction belligérante. Les états se retrouvent dans une situation de dépendance. Dans le domaine délicat de la sécurité, on ne peut pas changer d'entreprise d'un jour à l'autre. Il s'agit souvent de problèmes de secrets professionnels et un effort technique est nécessaire.

Ce qui est particulièrement problématique est que les PMC sont soumises à la logique du profit, ce qui fait qu'elles n'ont pas un grand intérêt à ce qu'un conflit soit résolu rapidement. De par leur statut de civil-e-s, les employé-e-s de PMC se situent dans une zone grise du droit international. Dans quelle mesure les PMC sont soumises au droit des conflits armés et à la Convention de Genève? Il s'agit ici d'un sujet controversé, dont Sean

McFate, expert américain en mercenariat, dit : «Nous avons plus de lois qui règlent la production de petites voitures que l'Outsourcing de puissance de feu [...]».

Des lois inefficaces

Comme dans beaucoup de domaines, la Suisse participe également à ce marché. La loi fédérale sur les prestations de sécurité privées fournies à l'étranger (LPSP) est en vigueur depuis le 1er septembre 2015. Cette loi n'interdit pas les activités mercenaires, mais stipule uniquement qu'elles doivent être déclarées. Selon le rapport d'activité en lien avec cette loi, il existe aujourd'hui en Suisse 34 entreprises actives dans ce domaine. De plus, ce rapport stipule que les autorités compétentes d'entreprises étrangères qui aimeraient s'installer en Suisse ont été contactées. Le département des affaires étrangères exclut que «le respect de cette loi ne soit pas un désavantage pour ces entreprises et que la Suisse aura un avantage comparé à l'État dans lequel elles ont leur siège en ce moment.» Pour le GSsA, il était déjà clair en amont de l'introduction de cette loi que seule une interdiction pourrait changer quelque chose à la situation. Cette position est toujours la même.

Un immense merci!

(af) L'ancienne secrétaire de rédaction Daniela Fischer s'est occupée du Journal du GSsA pendant longtemps. Elle a dû s'occuper des petits et des grands problèmes de l'organisation d'un journal qui fonctionne avec beaucoup de travail bénévole. Elle s'est toujours acquittée de cette tâche avec élan et motivation. Elle et Mélanie Glayre (merci également à toi!) assurent la parution du journal en allemand et en français. Par la présente, nous aimerions te remercier très chaleureusement

Daniela! Nous te souhaitons beaucoup de succès sur ton chemin et nous réjouissons de te retrouver à l'un ou l'autre des événements du GSsA. La production du journal ne sera plus la même sans toi - bien qu'elle continue, évidemment. Judith Schmid, qui travaille depuis quelques temps au secrétariat à Berne, reprendra les fonctions de Daniela. Grâce à sa formation de graphiste et son expérience en écriture, elle apportera la continuité et le potentiel de changement nécessaires.

Il y a toujours une raison d'allumer le feu!

(af) En ces temps de crise continue et de terrorisme global, qui ne rêve pas d'augmenter sa sécurité personnelle? Ce monde est un lieu incertain, mais parfois les objets les plus simples peuvent avoir un grand impact. Quand des fous furieux font augmenter les chiffres des ventes d'armes, nous ne pouvons pas rester en retrait. Qui ne rêve pas d'avoir, en tout temps, son propre instrument d'auto-défense sur soi? Nous proposons une alternative pacifique - et garantissons sa conformité à la loi sur les armes. Le briquet de la marque «Gregor - l'arme aventureuse» combine une utilisation simple, une longue durée de vie et une grande précision. Que ce soit pour allumer une bougie, un feu de camp ou pour créer une atmosphère roman-

tique à un concert - avec Gregor, tu seras toujours le centre de l'attention et tu répandras la joie autour de toi. Les bellicistes et les lobbyiste de l'armement ne sont pas les seuls à être d'accord sur un point : Il y a toujours une raison d'allumer le feu! Profite de cette offre unique et achète un briquet de la marque «Gregor - l'arme aventureuse» pour CHF 2.- seulement. Commande-le tout simplement en utilisant le talon-réponse ci-dessous ou dans la boutique en ligne sur le site du GSsA.



LETTRÉ DE LECTEUR

Lettre d'un lecteur en réaction à l'article «Parité? Que Nenni!», Journal du GSsA numéro 112, page 3

J'aurais attendu que le Journal du GSsA mette l'accent sur le fait que ce sont encore et toujours les femmes qui fournissent 85% du travail non-rémunéré. Elles élèvent nos enfants, s'occupent du ménage, font la cuisine et s'occupent des vieux et des malades. Le tout gratuitement. Voilà, à mon avis, la raison profonde qui fait que les femmes ne doivent pas, en plus, faire l'armée. Il suffit largement que ce soient nous, les hommes, qui participons à cette folie. Cela n'a rien à voir avec une véritable parité. Le principe de coopération qui est surtout prôné par les femmes est sacrifié sur l'autel de la concurrence, représenté majoritairement par les hommes.

Le Principe de l'égalité est considéré du point de vue des hommes. Si les femmes deviennent comme les hommes, si elles veulent et font la même chose qu'eux, alors elles leur sont égales. Il serait temps que nous, les hommes, mettions en pratique quelques qualités féminines. Cela représenterait des pas décisifs vers une véritable égalité. Chez les Amérindiens, chez les Cherokees, il existait un chef de la paix et un chef de la guerre. La décision du chef de la guerre était présentée au conseil des femmes avant qu'elle ne soit mise en oeuvre. On ne menait la guerre que si les femmes étaient d'avis qu'il n'y avait pas d'alternative à la guerre. Les Cherokees n'ont jamais menée une guerre agressive.

Paul Christ, Bärau



Impressum

Rédaction : Felix Birchler (fb), Sebastian Büchler (sb), Michael Christen (mc), Stefan Dietiker (sd), Adi Feller (af), Daniela Fischer (df), Amanda Gavilanes (ag), Mélanie Glayre (mg, responsable), Josef Lang (jl), Lewin Lempert (ll), Nora Komposch (nk), Eva Krattiger (ek), Magdalena Küng (mk), Michel Monod (mm), Youniss Mussa (ym), Martin Parpan (mp), Seraina Patzen (sp), Judith Schmid (js), Tobia Schnebli (ts), Basil Schöni (bs), Andreas Weibel (aw)

Abonnement : 20.- par an à verser au CCP 12-11508-2. Les membres du GSsA sont abonnés d'office. **Articles et lettres :** à adresser au secrétariat romand du GSsA, CP 151, 1211 Genève 8, E-mail: gssa@gssa.ch

ISSN 1663-5701, Paraît au minimum 4 fois par an.

Impression : ROPRESS, Zurich **Cartoons :** Oger **Maquette :** Regula Meili **Tirage :** 5'000 exemplaires

Les courriers des lecteurs/lectrices sont bienvenus. Les éditeurs/trices se réservent le droit d'écourter les soumissions. Merci de nous informer des changements d'adresse, adresses incorrectes et / ou en double. Le contenu de ce journal est soumis à une licence Creative Commons. À des fins non-commerciales, il peut être utilisé librement à condition que la source soit mentionnée.

Talon de Commande



Nombre	Description	femme/homme	Couleur	Taille	Prix	Total
	T-Shirt «STOP nouveaux avions de combat»	Of Oh	noir	OS OM OL OXL	Fr. 28.-	
	T-Shirt «L'armée ça tue, ça pollue, ça rend con»	Of Oh	noir	OS OM OL OXL	Fr. 28.-	
	T-Shirt «Quelle connerie la guerre»	Of Oh	noir	OS OM OL OXL	Fr. 28.-	
	T-Shirt «If war is the answer...»	Of Oh	blanc	OS OM OL OXL	Fr. 28.-	
	T-Shirt «A bas toutes les armées»	Of Oh	noir	OS OM OL OXL	Fr. 28.-	
	Autocollant				gratuit	
	Briquet «L'armée ça tue, ça pollue, ça rend con!»				Fr. 2.-	
	Couteau de poche «GSsA»				Fr. 25.-	
	Drapeaux PACE				Fr. 12.-	
	Drapeaux PEACE				Fr. 12.-	
	Feuilles de signature A5 (Initiative contre le commerce de guerre)				gratuit	
	Autocollants (Initiative contre le commerce de guerre)				gratuit	
	Frais de port					Fr. 4.80
Somme totale de la facture						

Commande: GSsA, Case postale, 8031 Zurich, gssa@gssa.ch

Nom _____

Prénom _____

Rue _____

N° _____

NPA _____

Lieu _____

Tél. _____

E-mail _____